FEDERATION DES EGLISES ET MISSIONS EVANGELIQUES
(F.E.M.E)

01 BP 108 OUAGADOUGOU 01 / Tél. : (+226) 25 36 14 26 / Fax : (+226) 25 36 34 66
E-mail : feme@fasonet.bf
Compte Bancaire BIB n°1109435160146
BURKINA FASO

APPEL DE LA FEDERATION des ÉGLISES et MISSIONS EVANGELIQUES (FEME) SUR LA SITUATION SÉCURITAIRE AU BURKINA FASO

La Fédération des Eglises et Missions Évangéliques lance un vibrant appel à la communauté internationale et particulièrement à sa consœur de l'Occident pour prier pour le Burkina Faso et voler à son secours afin d'éviter que le pays ne tombe dans le chaos.

L'église, nouvelle cible des terroristes

La recrudescence des attaques terroristes dans les régions Nord du pays a forcé plusieurs églises à fermer leurs portes. Les pasteurs et leurs fidèles ont dû quitter ces zones difficiles pour se réfugier dans les grandes communes ou villes qui semblent être plus sécurisées. Ils sont reçus par des églises, des familles ou même obligés de louer des logements pour ceux qui le peuvent encore. Leur nombre augmente de jour en jour et leurs besoins aussi : eau, alimentation, habillement, santé, abris, etc. Les églises et les familles d'accueil qui les reçoivent font beaucoup d'efforts et certains sont déjà à bout de souffle.

Jusque-là, les terroristes s'attaquaient essentiellement aux symboles de l'État, aux forces de défense et de sécurité. Mais au fil du temps, ils s'en sont aussi pris à des civils. Depuis quelques mois, les églises sont devenues leurs nouvelles cibles et nous déplorons déjà des pertes. À titre d'exemple :

- La mort du Pasteur Soré Elie de Bouloud, assassiné près de la ville principale d'Arbinda. Il laisse une veuve et 6 enfants.
- La mort du Pasteur Sawadogo R. Jean de Tasmakat, tué par des hommes armés alors qu'il rentrait de Gorom-Gorom. Il laisse une veuve et 7 enfants.
- La mort du Pasteur Ouédraogo Pierre de Sirgadji tué le dimanche 28 avril 2019 avec 5 fidèles dans la cour de l'église. Sa femme et ses 6 enfants se sont réfugiés ailleurs.
- L'attaque de la communauté chrétienne de Toulfè dans la paroisse de Notre Dame de Toute Joie de Titao : l'attaque a causé la mort de 4 fidèles et des blessés dont le catéchiste Laurent Yampa.
- La mort du Père Antonio César Fernández Fernández, missionnaire espagnol, tué le 15 février lors de l'attaque du poste de contrôle de Nohao, à la frontière avec le Ghana.

En s'attaquant aux églises, ce sont les valeurs de tolérance, de pardon et d'amour qui ont toujours guidé notre pays qui ont été touchées. La liberté de culte consacrée par nos lois a été ainsi bafouée. Malgré ces attaques et leur revendication islamistes, l'unité, la solidarité, la laïcité et la cohésion sociale sont toujours les valeurs qui fondent le Burkina Faso.

La volonté des groupes terroristes est certainement de fragiliser ce socle pour créer un conflit communautaire et identitaire.

Une crise qui impacte la population burkinabé dans son ensemble

Au total, 1,5 million de personnes sont estimées en besoin d'assistance humanitaire en 2019, soit 7,6% de la population du Burkina Faso. En raison de l'insécurité croissante et de la multiplication des attaques terroristes dans les régions du Nord, du Sahel et de l'Est du pays, le Burkina Faso est confronté à une crise humanitaire qui prend de l'ampleur.

Selon le dernier rapport de situation daté du 11 septembre 2019 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) :

- Près de **289 000 personnes déplacées** vivent dans des communautés d'accueil ou des sites de déplacement dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Une moyenne de **30 000 personnes déplacées par mois** a été enregistrée depuis le début de l'année. Plus de 95% d'entre elles ont cherché refuge dans d'autres communautés et villages. De plus en plus de personnes déplacées cherchent refuge dans des centres urbains tels que Djibo et Dori (Sahel) et Kaya (Centre-Nord) ou à proximité. Des déplacements secondaires, en particulier du Sahel au Centre-Nord, sont également signalés.
- **L'insécurité alimentaire affecte 1 238 000 personnes. Parmi elles, 687 000 sont gravement affectées et 133 000 enfants sont menacés** de malnutrition aiguë sévère.
- **Environ 800 000 personnes sont affectées par la violence et l'insécurité.**
- L'augmentation de l'insécurité et des attaques armées a entraîné la **fermeture de 2024 écoles** (1844 au primaire et 180 au secondaire), privant d'éducation plus de 330 000 enfants dans six régions. Plus de la moitié des établissements fermés sont situés dans la région du Sahel, durement frappée par la violence. Au total, 9280 enseignants sont concernés.
- L'accès à la nourriture, aux moyens de subsistance et aux services de base devient de plus en plus difficile tant pour les communautés déplacées que pour les communautés d'accueil. Au cours du mois de juillet, **le nombre de centres de santé fermés en raison de l'insécurité a augmenté de 35%, passant de 39 à 60, privant ainsi près de 626 000 personnes de l'accès aux soins de santé de base.**

Au Burkina Faso où 90% de la population vivent de l'agriculture ou de l'élevage, où 40% vivent sous le seuil de pauvreté et où 20% souffrent d'insécurité alimentaire, le surcoût de la sécurité, qui s'ajoute à l'impact de la crise économique, aggrave encore la situation. Les déplacements de populations à l'intérieur du pays créent des problèmes dans les zones d'accueil qui ne disposent pas des ressources minimales (terres cultivables, alimentation, eau) pour répondre à l'afflux massif de populations. Cette situation de déplacés internes, qui vient renforcer une insécurité alimentaire déjà palpable, peut devenir explosive.

Que deviendront ces milliers de familles déplacées ayant quitté leurs localités sans rien pouvoir emporter avec elles ? Et toutes ces familles à qui les assaillants ont simplement interdit de cultiver ? Si rien n'est fait nous assisterons à la naissance d'une crise humanitaire sans précédent dans les régions de Sahel et du Centre-Nord.

Qu'est-ce qui explique cette insécurité croissante ?

Si, à Ouagadougou, la situation parait stable, personne n'a oublié les attaques terroristes du 15 janvier 2016, qui ont fait 30 morts au Café Cappuccino et à l'Hôtel Splendide, suivies de celles de l'État-major des armées et de l'ambassade de France le 2 mars 2018.

Dans le Nord par contre, dans la zone frontalière avec le Mali, des groupes djihadistes se sont établis et sèment la mort et la désolation au sein de la population.

Les attaques de villages, de mairies ou d'écoles sont devenues quasi quotidiennes. Des professeurs sont menacés, des personnes sont enlevées, des véhicules sont volés ou détruits. La population vit dans la peur constante d'une nouvelle attaque.

La réaction de la FEME face à la crise

Au niveau national, la FEME, après un mois de jeûne et prière en avril a procédé à des collectes dans toutes les églises les dimanches 19 et 26 mai 2019 pour contribuer à la prise en charge des personnes affectées. Tous ces efforts restent insuffisants au vu du nombre des déplacés et de leurs besoins croissants.

La FEME a alors instruit l'Office de Développement des Eglises (ODE), son bras social, d'élaborer un projet de secours d'urgence en faveur de ces personnes déplacées qui pour la plupart sont des chrétiens. L'ODE a pu apporter une aide financière et en vivres aux déplacés mais cela reste insuffisant au regard de l'ampleur des besoins. Si rien n'est fait les ingrédients d'une crise majeure sont en train d'être réunis. C'est pourquoi la FEME a lancé une chaîne de prière qui est active depuis le 18 septembre pour que le Seigneur secoure le Burkina Faso.

L'appel de la FEME à la communauté internationale

Les groupes armés semblent chercher également la division et le renforcement des tensions intercommunautaires, avec des assassinats ciblant des dirigeants communautaires ou religieux. Certaines communautés sont menacées, les tensions ancestrales entre populations nomades et sédentaires sont exacerbées, alors que jusqu'à présent, elles étaient sous contrôle. Le massacre début avril, dans la commune d'Arbinda (au Nord du Burkina Faso), a fait 62 victimes. Une partie des victimes est le fait des terroristes et l'autre moitié est attribuée à des représailles entre les communautés. Un plan d'urgence a été lancé par le gouvernement burkinabé avec l'appui de la communauté internationale, afin que la crise ne devienne pas incontrôlable.

Dans ce contexte, la FEME appelle :

- le gouvernement du Burkina Faso et tous les acteurs politiques à accroître la sécurité dans les régions du Nord du pays, sans remettre en cause les avancées en termes de démocratie et de pluralisme. Il les encourage à promouvoir activement une culture de tolérance de manière à ce que les membres des différentes communautés religieuses puissent coexister sans tensions majeures ;
- la communauté internationale à apporter une aide humanitaire conséquente aux déplacés pour répondre à l'ampleur de la crise ;
- la communauté internationale à soutenir l'action des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Tchad, Niger) - pour leur permettre de coordonner les politiques de développement, de lutte contre le terrorisme et pour la sécurisation de leurs frontières.

Fait à Ouagadougou, le 30 septembre 2019

Le Président de la FEME

Fédération des Eglises et Missions Evangéliques -Burkina Faso- Le Président

Pasteur Henri YE

Commandeur de l'Ordre National